Cahier de doléances du Tiers État d'Aubeterre (Charente)

Les députés de ladite ville seront expressément chargés de faire parvenir aux pieds du trône les protestations de respect, fidélité et parfaite obéissance à Sa Majesté de tous les habitants de ladite ville, et de lui représenter en toute humilité de supplier Sa Majesté de vouloir accorder à cette province des États particuliers et distincts :

Art. 1^{er}. Qu'ils sont extrêmement chargés d'impositions de toutes espèces, dont l'augmentation graduelle et arbitraire semble ne présenter de terme à leur misère que la réforme entière de l'ordre établi pour la fixation et la répartition de l'impôt.

Lorsqu'on a procédé à l'abonnement et tarifement, on n'a point distingué les fonds grevés de rentes seigneuriales d'avec ceux qui ne le sont pas ; cette distinction était d'autant plus précieuse que les fonds dont le cens est à un prix modique en argent sont souvent moins chargés que ceux qui sont les plus grevés.

Art. 2. On impose cette contrée pour les grands chemins et autres réparations utiles au commerce, sans qu'on ait jamais pensé à lui en accorder les secours, puisque les chemins de communication pour arriver à Aubeterre sont de vrais précipices : par là, le commerce, particulièrement celui des grains, y est intercepté, le minage étant pour l'ordinaire désert, ce qui met souvent le public dans le cas d'être privé de celui qui lui est nécessaire.

Art. 3. Que les subdélégués de M. l'intendant, lors de leurs visites chaque année, obligent les différentes communautés à se rendre dans un lieu qu'ils leur désignent pour les changements ou vérifications de cotes, au lieu de les faire dans chaque communauté ; le propriétaire, qui ignore souvent l'arriver du commissaire, ne peut se rendre à l'assemblée ; il est taxé d'office, pour des causes qu'il ignore et souvent supposées, et ne parvient qu'avec la plus grande peine à détruire l'injustice qui lui est faite.

Art. 4. En 1778, on afficha à Aubeterre une déclaration du Roi portant que les impositions resteraient pendant vingt ans sans augmentation, sur le pied qu'elles seraient fixées en 1780. Cette disposition sacrée de Sa Majesté n'a pas été plus respectée que l'abonnement, puisque chaque année nous augmentons.

Art. 5. En 1787, l'intention bienfaisante de Sa Majesté était que la taille personnelle n'excédât pas un sou pour livre des revenus, profits et facultés qui y sont assujettis ; que les cotes des ouvriers ne pussent excéder la valeur d'une de leurs journées par chaque année ; et pour que ces réductions ne pussent pas surcharger les fonds soumis à la taille réelle. Sa Majesté accorda la diminution d'un dixième sur le principal de la taille, et enfin, voulant favoriser la classe indigente, elle accorda par chaque année à chaque paroisse des campagnes une somme égale au vingtième de leurs tailles, laquelle somme devait être retenue par les collecteurs et remise aux plus nécessiteux, à la disposition des assemblées provinciales.

Art. 6. Nous voyons dans le compte rendu en 1788 par M. l'archevêque de Sens que Sa Majesté avait imputé pour les travaux de cette même année 1788, dans la généralité de Limoges, la somme de 99554 l. 19 s. 9 d. Nous voyons qu'au chapitre de la désignation des ouvrages, Sa Majesté affecta pour la navigation de la Charente la somme de 100000 livres.

Nous voyons dans le même compte rendu en 1788 que, pour la province de Bordeaux, il y a eu, tant pour la confection des chemins que pour le port de Saint-Jean-de-Luz et la navigation des rivières, la somme de 618062 l. 2 s. Nous observerons que, sur cette somme, on en affecta une de 90000 livres spécialement au rétablissement de la navigation de la rivière de l'Isle et des autres rivières.

Nous trouvons encore que, pour la généralité de Limoges, il y a eu encore un fonds particulier de 12000 livres. Nous y voyons encore que, pour les indemnités de terrains. Sa Majesté a encore accordé une somme de 12000 livres sur les fonds libres ; nous croyons que l'assemblée générale de la province est dans le cas de demander que M. l'intendant rendit compte de ces différentes sommes. M. l'intendant de Bordeaux ne serait-il pas dans le cas qu'on lui demandât compte aussi de ce fonds de 90000 livres, puisqu'il a été affecté à la navigation de l'Isle et des autres rivières de sa généralité ? Il n'a jamais daigné songer à la rivière de Dronne.

Art. 7. Non contents de nous surcharger d'impôts, on nous gêne encore pour la circulation de nos vins, en nous assujettissant à payer un droit rigoureux, au risque de voir consommer nos fortunes par des amendes considérables ; il en est ainsi de la viande, pour laquelle nous payons un droit très considérable.

Art. 8. Les droits de contrôle, centième denier et autres sont excessifs et trop multipliés ; l'arbitraire des employés est trop étendu ; ces droits, en apparence les moins pesants, parce qu'ils semblent n'être supportés, que par ceux dont la fortune s'améliore, ne deviennent pas moins une des causes de la misère publique, parce qu'ils sont perçus arbitrairement. Les droits qu'ils produisent étant sujets à une infinité d'interprétations hors¹ la portée des pauvres cultivateurs sont étendus souvent au delà de leurs bornes par les agents du fisc, dont les profits augmentent en proportion de leur recette.

Et les moyens de réclamation par l'éloignement de leurs juges en cette partie. Un tisserand, un maçon, un charpentier ou autres métiers, le laboureur même, sans avoir aucune espèce de fonds, s'ils veulent se marier, sont assujettis à un droit de 15 livres perçu sur leur simple qualité.

Un acquéreur est tenu de déclarer le nombre des boisseaux de rentes dont est grevé, le domaine qu'il achète, cet article avait été abrogé ; il a été rappelé depuis peu.

Art. 9. Les députés seront expressément chargés de solliciter que tous propriétaires ou jouissants payent les impositions en proportion de leurs revenus : le seigneur, l'ecclésiastique, comme le roturier ;

Art. 10. Que les personnes du Tiers état soient admises aux dignités et aux places honorifiques, comme les nobles ;

Art. 11. La suppression des intendants, des commissaires départis des tailles, des commis dans toutes les parties, autres que ceux des domaines ; mais qu'à cet égard il y ait un tarif pour la perception des droits, auquel ils ne pourront donner aucune interprétation ;

Art. 12. Qu'il y aura dans chaque capitale des préposés, pour juger les contestations à raison des contrôles ;

Art. 13. Qu'il y aura deux personnes pour recevoir toute espèce de deniers royaux, qui se chargeront de la recette et de compter directement dans les coffres du Roi, moyennant une rétribution quelconque ;

Art. 14. Enfin, la destruction des aides et autres droits qui ne tendent qu'à fouler le peuple ;

Art. 15. L'abolition des huissiers-priseurs qui par leurs frais énormes absorbent le prix des ventes.